

"Ouest France" du 31/01/2019 page Bretagne/Finistère

« L'Europe est peu évoquée dans les revendications »

Marc Barthélémy, citoyen quimpérois, passionné de politique, inspecteur retraité de l'Éducation nationale, essayiste et conférencier, nous adresse sa copie qu'il souhaite verser au débat.

Il l'intitule « Réponse à la question portant sur les économies pour pouvoir assurer et développer les services publics. »

« L'Europe est peu évoquée dans les revendications. Je vous propose cette contribution susceptible de résoudre une des causes profondes de cette crise. La commission européenne exige moins de 3 % du PIB de déficit pour chaque budget annuel de chacun des pays membres. Dans le passé, elle a lourdement sanctionné la Grèce (donc pauvreté et misère sociale), le Portugal, l'Irlande. Récemment elle a refusé le budget 2019 de l'Italie et le Cac 40 en a perdu 6 %. Bonjour le ruissellement.

Je propose en conséquence que la part de notre budget annuel consacré à la lutte contre le terrorisme en

Syrie et au Sahel soit retirée du budget général. Cela donnerait une certaine aisance à notre ministre des finances qui pourrait alors consacrer une somme très importante au développement, très demandé, des services publics de proximité durement malmenés depuis trois décennies.

Cette idée n'est pas neuve. Elle a été évoquée sous le mandat de François Hollande. Elle doit être, de plus, fondée sur une nouvelle conception de l'Europe qui pourrait se transformer en une confédération d'États souverains et de peuples autonomes (tels la Bavière, l'Écosse, l'Andalousie, le Val d'Aoste, la Bretagne, la Corse, l'Alsace, la Savoie, etc.).

Le Président de la CEPE, et 4 vice-présidents, comme les ministres seraient élus ou nommés par le parlement composé de 2 à 3 députés par région (ou land...). La commission serait supprimée. Les États intéressés présenteraient leur adhésion après référendum de leurs peuples autonomes. Durée du mandat : 3 ans.

L'Europe serait compétente dans

les 7 domaines suivants, pas un de plus (lutte contre la technocratie et le foisonnement des normes). L'objectif est bien de mettre fin aux états de pauvreté, de misère même, créés par cette Europe ultralibérale depuis 30 années, et en même temps redonner la parole aux peuples.

1 - Relations extérieures (ONU, Unesco, FAO, OMS,...) diplomatie et mouvements migratoires.

2 - Défense (armée européenne financée par les États adhérents au prorata des populations).

3 - Environnement et sécurité sanitaire internationale (pandémies, évolutions climatiques).

4 - Monnaie de la confédération.

5 - Justice (criminalité, droits de l'homme, criminalité financière).

6 - Recherche fondamentale, essentiellement médicale.

7 - Très grands travaux liés à la Défense et aux infrastructures de transport maritime, aérien, ferroviaire, fluvial, aux énergies alternatives. >>>

Cette future Europe serait moins marchande et plus POLITIQUE pesant enfin à l'International.